COMPTE-RENDU DES JOURNÉES THÉMATIQUES

Les ‘transitions’ énergétiques dans les Suds

Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), 7-9 septembre 2026

La deuxième édition des journées thématiques « Les transitions ‘énergétiques’ dans les Suds » s’est tenue du 7 au 9 septembre 2026 sur le campus de l’Université de Pau et des Pays de l'Adour à Pau. Elles ont été organisées par le Groupe de Travail ‘Transitions Énergétiques‘ de l’IRD et le laboratoire TREE (UMR 6031), avec le soutien de l’UPPA, la Fédération F3S, les laboratoires PRODIG (UMR 8586), CESSMA (UMR 245) et DEVSOC (UMR 201).

Le programme comprenait deux keynotes, sept ateliers d’exposés et discussions, un atelier de cartographie collaborative, et plusieurs moments d’échanges. Les journées ont regroupé 57 participant.e.s en présentiel et distanciel, de plusieurs pays (France, Belgique, Brésil, Équateur, Maroc, Mexique, Suisse, Tunisie, ...). Le double pari, celui de consolider le réseau créé lors de la précédente édition et de l’ouvrir à un nouveau public, a été tenu, avec une répartition équilibrée entre participant.e.s déjà présent.e.s à la première édition en 2025 (environ un tiers), et nouvelles personnes (environ deux tiers).

Cette deuxième édition a de nouveau démontré le caractère porteur du thème et la large diversité des objets de recherche (extraction, développement des énergies bas-carbone, transitions urbaines, pratiques agricoles, justice environnementale, etc.), des terrains (Amérique latine, Asie du Sud, Chine, Afrique, Maghreb, Europe centrale, ...), des disciplines qui s’intéressent à ces questions (science politique, géographie, sociologie, anthropologie, études urbaines, ...) et des statuts des chercheur.se.s qui l’abordent (jeunes chercheur.se.s, chercheur.se.s statutaires, chercheur.se.s émérites).

Les journées ont privilégié un format fondé sur des présentations courtes de 5 minutes, pour mettre l’accent sur les moments d’échange et de discussion collective. Ce format a été bien évalué par les participant.es car il a permis de constituer une vue d’ensemble des recherches développées tout en cherchant les points saillants et les angles morts des recherches actuelles. On regrettera cependant que ce format n’ait pas permis de mettre l’accent sur les enjeux méthodologiques, qui avaient fait l’objet d’une attention particulière lors des journées de 2025.

Chaque atelier posait une question transversale pour permettre à la réflexion collective de se porter au delà des objets d’étude, des terrains et des échelles d’analyse :

- **Atelier 1** : Quels rôles jouent les acteurs internationaux dans les politiques de transitions dans les Suds, et dans quelle mesure leur influence renforce / reconfigure les rapports Nords-Suds ?
- **Atelier 2** : Quelles formes de continuité et de discontinuité les transitions énergétiques induisent-elles dans les rapports de pouvoir entre Suds et Nords, entre centre et périphérie, entre acteurs publics et privés, ...?
- **Atelier 3** : Quelles formes prennent les stratégies nationales de transition dans les Suds ? Comment sont-elles négociées et appliquées ?
- **Atelier 4** : Comment les injonctions à la transition, et les projets développés en son nom, contribuent-ils à reconfigurer les usages et les espaces à différentes échelles et dans différents contextes?

- **Atelier 5** : Quelles conséquences, réactions et résistances locales aux projets et politiques développés au nom de la transition ?
- **Atelier 6** : Quels sont les instruments et les savoirs mobilisés dans les transitions énergétiques, par quels acteurs, à quelles échelles et avec quels objectifs ?
- **Atelier 7** : Comment décoloniser les savoirs au prisme des transitions énergétiques ?

Nous soulignons ci-dessous (1) quelques points saillants ayant émergé des discussions, (2) les angles morts géographiques et thématiques identifiés et (3) les perspectives du réseau pour 2027.

1. De quelques points saillants

Des continuités, plutôt que des discontinuités : tels qu'ils sont aujourd'hui pensés, planifiés, mis en œuvre, les politiques et projets dits de « transition » semblent contribuer à maintenir, et souvent renforcer, les rapports de domination, les dynamiques de marginalisation et les pratiques 'insoutenables' du présent et du passé à différentes échelles : extractivisme, dépossession, déforestation, addition des sources d'énergie pour alimenter des pratiques de plus en plus énergivores, absence de processus participatifs réels, etc. À l'échelle internationale, certains acteurs des Suds tentent d'utiliser la transition énergétique comme levier (stratégie de leadership dans les énergies bas-carbone de l'Inde et du Brésil, tentative de se positionner de manière plus favorable dans les chaînes de valeur pour les pays riches en ressources minières en mettant en concurrence les investisseurs, comme la Namibie, ...), mais l'efficacité de ces stratégies reste encore à démontrer. Les discussions ont ainsi souligné les tensions parfois fortes entre cette volonté des États des Suds de faire de la transition énergétique un levier d'intégration à l'économie mondiale et les formes de dépendance technologique, financière et industrielle qu'elle peut renforcer, contribuant ainsi à la reproduction de rapports de domination Nords-Suds. Les journées ont mis en évidence l'importance de la prise en compte de ces relations de dépendances (aux ressources, aux financements) en lien avec les stratégies contemporaines de souveraineté et au cœur des relations géopolitiques internationales.

La transition énergétique est-elle une bulle ? La forte volonté des États, des banques de développement et d'autres acteurs économiques ou industriels, nationaux et transnationaux, de financer des projets étiquetés comme relevant de la transition énergétique, conjuguée au rôle pro-actif des États dans le dérisquage des investissements et aux multiples formes de dérégulation justifiées par les impératifs de cette même transition énergétique et les promesses de croissance, de revenus ou de souveraineté énergétique (par exemple, par l'assouplissement de normes environnementales ou du droit du travail), semblent entraîner une course en avant. Cela se traduit par une multiplication des financements, des projets et une diversification des acteurs qui investissent le secteur des énergies dites renouvelables, parmi lesquels figurent des acteurs historiquement impliqués dans secteurs à fortes émissions, tels que les énergies fossiles, les transports ou la construction. Cette abondance d'acteurs, de projets et de financements nationaux et internationaux s'accompagnent de risques de collusion et corruption à différentes échelles et niveaux d'actions. Nombre de ces projets ont en outre parfois du mal à se concrétiser et/ou à se territorialiser. D'autres sont à l'origine de conflits socio-environnementaux. C'est le cas en particulier des projets de taille industrielle, à l'image des parcs solaire ou éolien, sont souvent peu porteurs d'emplois et dévastateurs pour les écologies locales. Leur développement massif dans certaines régions, comme dans le Nordeste au Brésil ou le Gujarat et le Rajasthan en Inde est parfois en décalage avec les capacités d'achat des compagnies de distribution et le rythme de construction des réseaux de transmission. Dans ce contexte, plusieurs pays des Suds parient

sur l'hydrogène vert, un marché encore incertain, avec pour perspective d'exporter vers les pays des Nords l'énergie produite par ces immenses infrastructures.

Violences infrastructurelles : de nombreuses présentations ont souligné la forte emprise spatiale des projets dits de transition (parcs solaire et éolien, mines, etc.) et leurs conséquences souvent néfastes dans les pays des Suds. Ces conséquences se traduisent par des violences multiples, le renforcement des dynamiques de marginalisation et le renforcement des relations de pouvoir et de domination pré-existantes, une paupérisation accélérée de certaines populations, des activités empêchées, des dynamiques de déforestation, des effets environnementaux néfastes, une surexploitation des ressources en eau, des dépossessions et accaparements de terres facilités par des régimes fonciers souvent spécifiques aux pays des Suds et un étiquetage de certains territoires comme 'vides', 'pollués', 'improductifs' ou 'dangereux'. Ces effets sont souvent multiples et inattendus alors que les territoires affectés ou transformés ne se limitent pas au lieu de développement des projets (construction de lignes de transmission, de routes, voies de transport de machinerie, lieu d'extraction ou valorisation des minerais, etc.). Même les projets d'énergie bas-carbone distribués, à l'image des pompes à eau solaires ou de l'agrivoltaïsme, pensés pour favoriser des formes de mixité fonctionnelle et améliorer l'acceptabilité sociale des énergies bas-carbone, peuvent avoir, s'ils sont planifiés sans prise en compte des enjeux de justice énergétique et environnementale, des effets négatifs, tels que le renforcement des inégalités au niveau local ou le maintien de modes de production hydrovore. Ces projets ne sont en outre pas proposés à tous les territoires, (re-)créant ainsi des inégalités territoriales. Les discussions collectives ont cependant souligné l'importance de mettre ces effets en perspective avec ceux des énergies fossiles, souvent naturalisés ou invisibilisés.

Un discours peu partagé, des politiques peu territorialisées : les journées ont fait émerger des interrogations communes sur le caractère partagé, ou non, des discours sur la transition énergétique à différentes échelles. Un décalage fort existe souvent entre les ambitions formulées aux échelles internationales et nationales et les discours et réalités observés aux échelles régionales et locales, où la transition énergétique ne constitue pas nécessairement un horizon explicite, même lorsque certaines pratiques s'y inscrivent. En effet, comme nous l'avons vu, de nombreux États s'emparent de ces injonctions à la transition et semblent jouer un rôle majeur dans la définition des stratégies et politiques à mettre en œuvre et dans le pilotage et l'impulsion des projets. Pour autant, il est encore difficile de comprendre comment ces mêmes politiques se territorialisent, ou comment d'autres acteurs, à d'autres échelles (gouvernements municipaux, associations locales, résidents, etc.), s'emparent ou non de ces injonctions, via par exemple la définition et mise en œuvre de stratégies locales. Ces réflexions invitent à s'intéresser aux acteurs qui restent en marge des dispositifs de gouvernance de la transition énergétique et à leur rôle dans les transformations en cours.

Vers de nouvelles coalitions d'acteurs ? La transition énergétique et les projets portés en son nom contribuent à une reconfiguration des jeux d'acteurs à différentes échelles. Plusieurs constats sont ressortis des journées : d'abord, la nécessité d'identifier les nouvelles coalitions d'acteurs qui peuvent émerger de ces transformations et celle de proposer une approche relationnelle des processus de transitions, en analysant les interactions et interdépendances entre acteurs, objectifs et agendas. Les rapports de pouvoir qui se jouent dans les transitions énergétiques doivent être analyser avec finesse, avec un regard critique sur les dichotomies classiques – par ailleurs déconstruites par d'autres champs de la littérature en SHS – telles que celles qui opposent secteur public et secteur privé, ou Nord et Sud. Ensuite, les discussions ont souligné combien tous les acteurs ne font pas l'objet de la même attention de la part de la

recherche en SHS, en partie pour des raisons d'accès. Parmi les acteurs peu étudiés figurent les compagnies de production d'énergie, privées mais surtout publiques, alors même que celles-ci jouent un rôle souvent majeur dans la conduite des politiques énergétiques nationales. De même, les reconfigurations des relations entre États au niveau régional, entre rivalités, intégration, rapports de domination, influence et alliances stratégiques, mériteraient d'être davantage explorées. Sur ce point, le manque de recherche critique en SHS sur la Chine et les politiques chinoises, sur le sol national comme à l'étranger, sont identifiées comme un défi majeur pour les années à venir.

Une recherche située et multiple : Les transitions énergétiques nécessitent une recherche située, dans le temps et dans l'espace (géographique, social, culturel et politique). Il semble fondamental de ne pas déconnecter l'analyse des transformations énergétiques des autres transformations à l'œuvre. Par ailleurs, les journées ont permis de distinguer deux principaux agendas de recherche, qui se complémentent et dialoguent : (1) un agenda de recherche qui vise à comprendre comment évoluent la production et la consommation d'énergie, autrement dit, à caractériser les transformations énergétiques à l'œuvre, et (2) un agenda de recherche qui se saisit de la transition énergétique, dans sa dimension matérielle et/ou discursive, pour analyser les transformations sociales, politiques et économiques à l'œuvre, en termes d'externalités, de reproduction des inégalités, de relations de pouvoir, etc.

Production de savoirs et décolonialité : De nombreux enjeux épistémiques, pratiques et éthiques, qui traversent les SHS en général, émergent aussi des recherches sur les transitions énergétiques, et s'y révèlent particulièrement importants du fait de l'hégémonie d'un cadrage de la transition façonné depuis les Nords. Il s'agit de questions telles que celle de la place des collègues des Suds dans les projets de recherche ou de l'influence des dispositifs de financement sur notre pratique scientifique et donc sur ses résultats. Les questions sur la colonialité des savoirs ont montré la nécessité de repenser les projets de recherche 'par le bas', c'est-à-dire depuis des diversités de perspectives ou d'objets d'étude pertinents vis-à-vis des réalités des terrains. Enfin, une attention a été portée dans plusieurs travaux aux circulations des concepts, connaissances ou discours des transitions énergétiques issus d'espaces universitaires ou activistes des Suds, tels que le concept d''extractivisme', les discours anti-extractifs, les perspectives décoloniales et sur la justice spatiale. Si ces concepts circulent entre l'Amérique Latine, l'Europe de l'Ouest et de l'Est, et l'Afrique du Nord, des recherches sont encore nécessaires pour étudier comment ils sont traduits aux divers contextes d'utilisation, et comment ils sont ou non réappropriés dans d'autres régions.

Cartographier les acteurs qui produisent des connaissances sur les transitions : un atelier a permis de souligner la diversité des acteurs producteurs de connaissances sur les transitions énergétiques dans les Suds (universités, ONG, think tanks, lobby pro/contre les énergies renouvelables, communautés professionnelles) et depuis les Nords (Banque mondiale, USAID, AFD, GIZ, CEA, BRGM, think tanks, ONG internationales, ONG des diasporas, Fonds Rosa Luxembourg). Certains acteurs se retrouvent dans différentes régions, tels que des acteurs du développement (Banque mondiale), des fédérations de villes (ICLEI) ou des ONG (WWF). Les liens avec des perspectives critiques (éco-féminisme, écologie politique, zone de sacrifice) et post/décoloniaux (extractivisme, colonialisme vert) se retrouvent dans différentes régions. Les cartographies produites sont loin d'être exhaustives et ont présenté des limites importantes pour des régions où il y avait moins de travaux présents, comme l'Asie : elles montrent qu'il est pertinent de chercher à établir un état des lieux des concepts, circulations et acteurs des connaissances sur les transitions dans les Suds.

2. Des angles morts géographiques et thématiques

Certaines régions du monde sont bien moins étudiées. Si beaucoup de travaux s'intéressent à l'Amérique latine, et un certain nombre à l'Afrique (du Nord et Subsaharienne) et à l'Inde, les travaux s'intéressant aux dynamiques de transitions énergétiques en Asie Centrale, en Asie du Sud-Est, en Asie du Sud (hors Inde), en Océanie et au Moyen Orient étaient bien moins représentés. Les journées ont aussi soulevé la question des transitions énergétiques à l'œuvre dans des pays ou de régions du monde, qui, de par leur histoire, leur poids économique ou leur place dans les relations internationales, interrogent la catégorisation Nords / Suds, à l'image de la Chine ou des pays des Balkans.

Certaines questions et thématiques sont peu analysées. Tandis que de très nombreux travaux s'intéressent à l'extractivisme, aux minerais critiques, ainsi qu'aux larges infrastructures énergétiques (parcs solaire / éolien), d'autres objets et thématiques semblent moins étudiés dans les contextes des Suds. Par exemple :

- les transitions énergétiques en ville / des villes : politiques, mobilités, chauffage urbain, climatisation, électrification, etc.,
- les politiques d'efficacité énergétique, les enjeux de sobriété énergétique et la question de la transformation des modes de consommation,
- les étapes intermédiaires de la chaîne qui mène des minerais aux autres objets de la transition : manufacture des câbles, des panneaux, des pales et nacelles, des batteries, etc.,
- la question des déchets et résidus de la transition énergétique,
- les projets énergétiques collaboratifs et participatifs, à l'image des communautés énergétiques, et autres formes de résistance et de remise en cause de la transition dans son acceptation contemporaine,
- les réseaux et infrastructures de transmission,
- l'évolution de la production et des usages d'autres sources d'énergies fossiles en contexte de transition (charbon, pétrole, etc.),
- la transformation des métiers, des savoirs et des institutions en lien avec la transition,
- le rôle des entreprises publiques de production et de distribution d'électricité,
- les liens entre transitions énergétiques et d'autres activités productives, à l'image de l'agriculture,
- les dimensions qualitatives des usages et plus largement des pratiques énergétiques dans les contextes à la fois urbains et ruraux,
- des lectures plus critiques de l'électrification comme horizon privilégié des transitions énergétiques.

Il est intéressant de noter que si certaines de ces thématiques sont aussi des angles morts de la recherche sur les pays des Nords (par exemple, les réseaux et infrastructures de transmission), ce n'est pas le cas de toutes (par exemple, les communautés énergétiques, très étudiées dans certains contextes comme en Europe occidentale).

Certaines thématiques sont surreprésentées dans certaines géographies. En lien avec la remarque précédente, il apparaît que certains thématiques et objets sont particulièrement étudiés dans certains contextes, à l'image de l'extractivisme et des minerais critiques en Amérique latine et dans certains pays d'Afrique subsaharienne ou des larges infrastructures de production d'énergies bas-carbone, type parcs solaire ou éolien, au Brésil, en Afrique du Nord ou en Inde.

3. Perspectives 2027

Sont listées ci-dessous les perspectives du réseau pour 2027 :

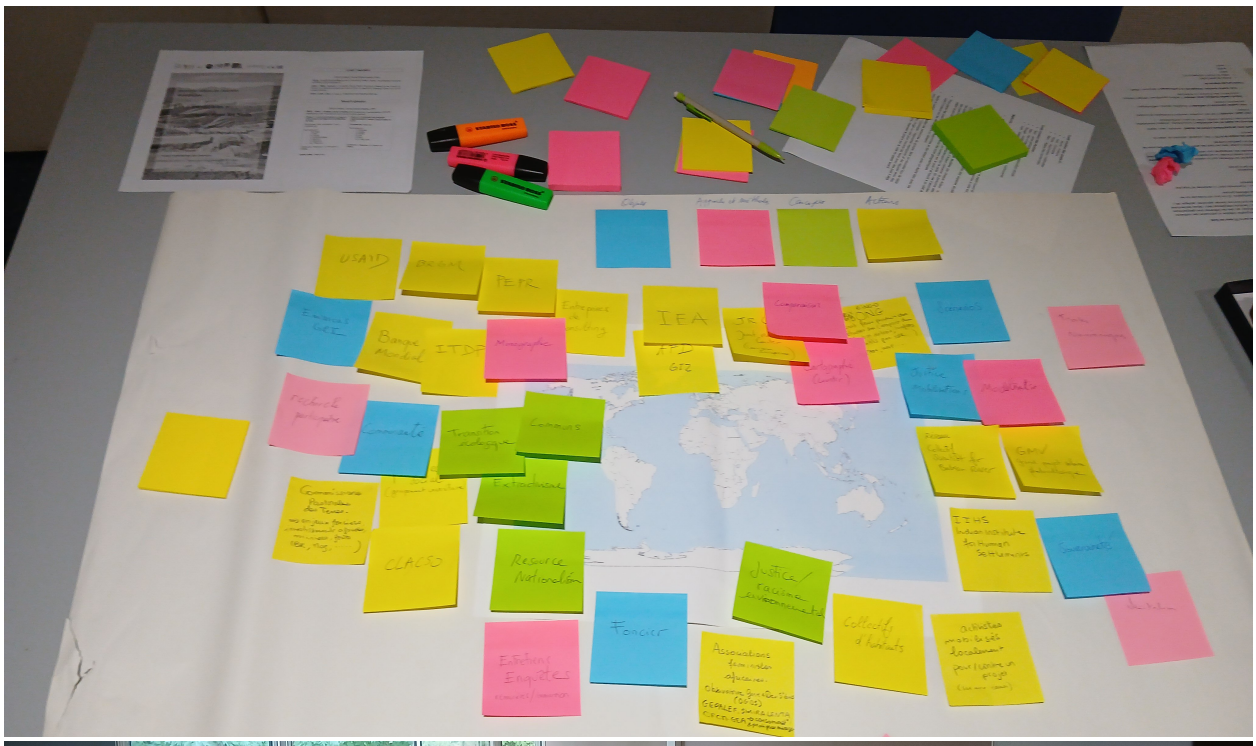
- **Animation du groupe** : Création d'une mailing list, comprenant initialement environ 100 personnes, pour partager annonces de séminaires, nouvelles publications, opportunités de financement, etc.
- **Rédaction de la feuille de route** : constitution d'une équipe avec des réunions bimensuelles pour avancer de façon collaborative sur la rédaction du document. La feuille de route se donne trois objectifs principaux: (1) Cartographier la recherche autour des TE dans les Suds, (2) Comprendre les enjeux majeurs de la recherche et des politiques de transitions énergétiques dans les Suds, (3) Proposer des actions de recherche permettant d'avancer sur les principaux défis identifiés.
- **Préparation d'un numéro thématique** de la *Revue Internationale des Études du Développement*.

N'hésitez pas à nous contacter avec vos idées d'initiatives, d'évènements etc - l'équipe de coordination du GT sera ravie de vous apporter son soutien !

Quelques images des journées :






USAID
PEPR
IEA
Communs
CLACSO
Resource Nationalism
Foncier
Entretiens Enquêtes


Galaxy A15


Vous êtes la première personne à activer la vidéo.